

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Charles Durosselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 31/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TESSENDIER et Fils

94 rue Robert Daugas
16100 Cognac

Références : 2025 445 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007204569

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement TESSENDIER et Fils implanté 94, rue Robert Daugas BP 215 16100 Cognac. L'inspection a été annoncée le 14/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TESSENDIER et Fils
- 94, rue Robert Daugas BP 215 16100 Cognac
- Code AIOT : 0007204569
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société TESSENDIER et Fils basée à Cognac est spécialisé dans le stockage d'alcool : Cognac,

Whisky, Brandy, Gin, Rhum, Vodka et Liqueur.

Elle est autorisée à exploiter 6 chais par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 06 février 2007. Elle est classée SEVESO Seuil Bas au titre de la rubrique 4755.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etat des matières stockées-dispositions spécifiques.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	30 jours
5	Plan d'opération Interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	30 jours
6	POI – Tests	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	Demande d'action corrective	30 jours
7	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
10	Réserve d'eau	Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
11	Fosse d'extinction	Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.4.2.2	Demande d'action corrective	30 jours
13	Regard siphonide	Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 4.1	Demande d'action corrective	30 jours
14	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 10.5	Demande d'action corrective	30 jours
16	Interrupteur général chais	Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.6.1	Demande d'action corrective	30 jours
18	Mise à la terre des cuves en inox	Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.6.1	Demande d'action corrective	30 jours
19	Foudre – Vérification	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
3	Etat des matières stockées-	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	dispositions spécifiques.		
4	Rapport des assureurs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
8	RIA – Vérifications	Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.6.1	Sans objet
9	Extincteurs – Vérifications	Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.6.1	Sans objet
12	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 1.3	Sans objet
15	Appareils électriques IP55	Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.6.1	Sans objet
17	Aire de chargement / déchargement	Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.5.1	Sans objet
20	Emulseur	Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.6.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que les installations sont correctement tenues.

Des non-conformités ont été relevées et l'exploitant doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour y remédier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué les quantités stockées dans les différents chais (cf

partie confidentielle).
L'inspection constate que les volumes stockés sont en deçà des volumes autorisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des matières stockées-dispositions spécifiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été présenté l'état des stocks des différents chais. Cet état des stocks reprend les volumes d'alcool stockés dans chacun des chais.</p> <p>L'inspection a constaté que le stock de palettes n'est pas intégré à cet état des stocks.</p> <p>L'exploitant a précisé que cet état des stocks peut être édité n'importe quand et n'importe où. Une fiche dans le POI précise comment obtenir cet état des stocks.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant intègre le stock de palettes à l'état des stocks.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Etat des matières stockées-dispositions spécifiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>A vu des produits stockés (alcool et palettes), l'exploitant considère que l'état des stocks servant aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel servira aussi pour répondre aux besoins d'information de la population.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rapport des assureurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Rapports assureurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport de l'assureur du 03/03/2022.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan d'opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
--

Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>Le POI est mis à jour si besoin et testé à des intervalles n'excédant pas 3 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le POI en date du 06/11/2024.</p> <p>Concernant la stratégie des 1er prélèvements, l'inspection a constaté que l'exploitant a indiqué que <i>"La société APAVE mettra en œuvre une stratégie de prélèvements et analyses."</i> L'inspection rappelle que les dispositions prévues à l'arrêté du 26 mai 2014 précisent que : <i>"Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</i> <i>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...]"</i> <p>L'inspection constate qu'aucune stratégie relative aux premiers prélèvements environnementaux n'est prévue dans le POI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place une stratégie pour mener à bien les premiers prélèvements environnementaux. Cette stratégie est annexée au POI.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection le POI actualisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69
Thème(s) : Risques accidentels, Tests
Prescription contrôlée : Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023. Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a constaté qu'aucun test ou formation sur le POI n'a été réalisé. L'exploitant a indiqué attendre le retour du SDIS pour en réaliser un avec eux. L'inspection rappelle que le POI peut être testé dans la présence du SDIS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en place des exercices de test de son POI ainsi que des formations à destination du personnel susceptible d'intervenir dans la gestion du POI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : Chaque chai est équipé d'un système automatique de détection d'incendie et d'alerte du poste de surveillance [...] + article 11.4 de l'AP du 06/02/2007 : [...] Cette personne est rendue destinataire [...] en temps réel des différentes alarmes, incendies et intrusions, susceptibles de survenir sur le site.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport de contrôle de la détection incendie réalisé par SECURITAS TECHNOLOGIE le 22 juillet 2024. Le rapport conclut " <i>Installation fonctionnelle</i> ". Deux remarques sont toutefois présentes dans le rapport : - Changement pile ECS - Batterie de l'EAE chai 6.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que les alarmes incendie sont reportées à une société de télésurveillance (société ERYMA).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie que les remarques indiquées dans le rapport de contrôle ont été levées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : RIA – Vérifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, RIA
Prescription contrôlée : Chaque chai est équipé de RIA situé à proximité des issues, de telle sorte que chaque point du chai de vieillissement puisse être atteint par le jet d'au moins deux lances. Le (ou les) robinet(s) doi(ven)t être conformes aux normes françaises NF S 61201 et NF S 62201 par leur composition, leurs caractéristiques hydrauliques et leur installation. Ce matériel doit être maintenu en bon état et vérifié au moins une fois par an par un technicien compétent.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport de contrôle des RIA du 29/10/2024 réalisé par DESAUTEL. Ce rapport ne présente pas de non-conformité. Le jour de l'inspection, il a été contrôlé que le RIA n°6 a bien été remplacé (conformément à la remarque présente dans le rapport des assureurs). Un test a été effectué sur ce RIA et il s'est avéré concluant. Un deuxième test a été réalisé sur le RIA n°2 et celui-ci s'est avéré aussi concluant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Extincteurs – Vérifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Prescription contrôlée : Chaque chai est doté d'extincteurs portatifs de telle sorte que la distance maximale pour atteindre l'extincteur le plus proche ne soit jamais supérieure à 15 mètres. [...] Ce matériel est périodiquement contrôlé et la date des contrôles doit être portée sur une

étiquette fixée à chaque appareil.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport de contrôle des extincteurs du 29/10/2024 réalisé par DESAUTEL. Ce rapport ne présente pas de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Réserve d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau
Prescription contrôlée : Le site est pourvu de réserve d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie dans les installations de stockage d'alcool de bouche. Cette réserve a une capacité minimale de 3330 m ³ , constituée de : <ul style="list-style-type: none"> • Une réserve de 400 m³ associée au RIA du site • Une réserve de 2 930 m³ accessible aux engins des services d'incendie et de secours et équipée de moyen fixe d'aspiration d'une capacité de 360 m³/h.
Constats : L'inspection a constaté la présence de 2 réserves d'eau sur le site. L'exploitant a indiqué que ces réserves d'eau font 400 m3 et 2930 m3. L'inspection a constaté, au niveau de la plus grande des 2 réserves, la présence de 6 buses d'aspiration (6 x 60 m3/h).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie que les crépines des 6 buses d'aspiration ont bien été curées et contrôlées conformément à la recommandation du rapport de l'assureur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 11 : Fosse d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Fosse d'extinction
Prescription contrôlée :

<p>Chaque chai est pourvu d'un réseau permettant de récupérer et de canaliser les alcools de bouche et les eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des bâtiments de stockage d'alcool vers une fosse permettant l'extinction des effluents enflammés puis vers une rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une fosse d'extinction sur le site. L'exploitant a précisé que le volume de la fosse d'extinction est de 150 m³.</p> <p>L'inspection a constaté que les effluents arrivent dans cette fosse sous le niveau de l'eau mais que leur sortie est effectuée en trop plein. Les effluents enflammés peuvent donc finir dans le bassin de confinement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant étudie la possibilité de mettre en place un coude sur la sortie de la fosse d'extinction de manière à éviter que des effluents enflammés finissent dans le bassin de confinement situé après (en cas de ré-inflammation).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 12 : Bassin de confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les chais sont en rétention déportée, à l'exception du chai 4. Volume de la rétention de 2000 m³.</p> <p>+ Article 4.4.2 de l'AP du 06/02/2007 : Ce bassin de confinement est vidé dans le réseau communal après chaque pluie de manière à lui permettre d'assurer en permanence sa fonction de rétention d'éventuels écoulements accidentels de liquides inflammables à hauteur d'une capacité de 2000 m³</p> <p>+ Article 5.6 de l'AP du 06/02/2007 : Ce bassin est équipé [...] d'un tuyau de déversement permettant d'évacuer sans risque pour le voisinage vers le milieu extérieur d'éventuels débordements en cas d'incendie.</p> <p>+ Article 12.4.2.2 de l'AP du 06/02/2007 : En cas de débordement de la rétention les effluents sont canalisés en un lieu où ils ne peuvent pas porter atteinte aux biens et aux intérêts des tiers. [...]</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'inspection a constaté que tous les chais sont en rétention déportée, même le chai 4.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le volume du bassin est de 2000 m3. L'inspection a constaté que le bassin était vide le jour de l'inspection.</p> <p>L'inspection a constaté qu'en cas de débordement, les effluents s'écouleraient sur la route située derrière le muret. L'exploitant a précisé que son POI demandait à fermer la route en cas d'incendie.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Regard siphon

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Regard siphon</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables dont les eaux de vie ou susceptibles de l'être sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flamme.</p> <p>[...] la mise en place de regards siphons sur les caniveaux de chais à leur sortie des chais 1 et 5 au niveau de leur raccordement sur le réseau spécifique du site qui aboutit au bassin de dilution et de rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de regards siphons en sortie de chaque chais.</p> <p>Tous les siphons sont connectés au réseau des EP qui transitent par la fosse d'extinction avant rejet dans le bassin.</p> <p>L'inspection a constaté que les siphons présents au niveau des chais 1 et 5 sont remplis d'eau. L'inspection a constaté que le siphon présent à côté du chai 2 et 3 n'est pas fonctionnel. L'exploitant a indiqué qu'il y avait probablement un problème d'étanchéité du fait de l'absence de garde hydraulique observée.</p> <p>L'exploitant a précisé que des contrôles réguliers sur la présence d'eau dans les regards siphons sont réalisés. L'exploitant a présenté le dernier contrôle en date du 13 janvier 2025 où il était précisé que tous les siphons sont pleins d'eau (même celui présent à côté des chais 2 et 3).</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a noté que dans le rapport de l'assureur, il était recommandé un contrôle régulier des réseaux extérieurs après les regards siphons vers la fosse d'extinction. L'exploitant a indiqué ne pas avoir contrôlé les réseaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant répare le regard siphon présent à proximité des chais 2 et 3 et justifie du maintien</p>

de la garde hydraulique sur ce regard après travaux.

L'exploitant met en place une vérification régulière (à minima tous les 10 ans) qui porte sur l'étanchéité et l'intégrité des équipements de collecte des écoulements accidentels et des eaux d'extinction d'incendie (avaloirs, etc.) et des équipements de transferts (canalisations enterrées, etc.) via un contrôle par caméra.

En cas d'observations d'anomalies ou de dégradation, l'exploitant y remédie dans les plus brefs délais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 14 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 10.5

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conformes à la norme NFC 15.100 pour la basse tension et aux normes NFC 13.100 et NFC 13.200 pour la haute tension.

+ article 12.6.1 de l'AP du 06/02/2007

Les installations électriques sont vérifiées lors de leur mise en service, ainsi qu'à l'occasion de toute modification importante, puis annuellement.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport de vérification des installations électriques réalisée par l'APAVE (Rapport n°10168165-007-1 du 14/03/2025 - Intervention du 03/03/2025). Ce rapport fait état d'observations (1 nouvelle observation, 5 observations récurrentes).

Une observation porte sur "*Les coupures et essais des dispositifs différentiels basse tension n'ont pas été autorisés en totalité par l'exploitant, de fait la vérification réglementaire n'est pas exhaustive comme rappelé dans la note DGTQR de mars 2024.*" L'exploitant a précisé qu'une nouvelle vérification devra être réalisée.

De même l'attestation Q18 du 14/03/2025 conclut que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion :

- Dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel
- Inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risque d'incendie et/ou zones à risque d'explosion.

L'exploitant a indiqué être en cours de résorption des non-conformités relevées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant remédie aux différentes non-conformités relevées et justifie auprès de l'inspection que ces non-conformités ont bien été levées.</p> <p>L'exploitant réalise une nouvelle vérification des installations électriques qui n'ont pas pu être contrôlées. L'exploitant transmet à l'inspection les conclusions du rapport. En cas de non-conformités relevées, l'exploitant met en place les actions correctives nécessaires.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 15 : Appareils électriques IP55

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils électriques IP55
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les appareils de protection, de commande et de manœuvre (fusibles, discontacteurs, interrupteurs, disjoncteurs, ...) sont tolérés à l'intérieur des chais sous réserve d'être contenus dans des enveloppes présentant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55.</p> <p>Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs ...) ainsi que les prises de courant, situés à l'intérieur des chais, sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, il a été contrôlé plusieurs pompes dans plusieurs chais. L'inspection n'a pas noté de non-conformité sur le caractère IP55 des pompes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Interrupteur général chais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Interrupteur général chais
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, permet de couper l'alimentation électrique du chai, sauf celle des moyens de secours et de sécurité. Il est installé à proximité d'au moins une issue et à l'extérieur du chai. Un voyant lumineux extérieur signale la mise sous tension des installations électriques du chai autres que les installations de sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un interrupteur général au niveau du chai 1. Un test de cet interrupteur a permis de constater que l'éclairage s'est arrêté. Il n'a pas été vérifié que les prises électriques de puissance étaient aussi coupées.</p> <p>L'inspection a constaté l'absence d'un voyant lumineux extérieur pour signaler la mise sous</p>

tension des installations électriques du chai autres que les installations de sécurité sur l'ensemble des chais.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant met en place un voyant lumineux extérieur pour signaler la mise sous tension des installations électriques du chai autres que les installations de sécurité sur l'ensemble des chais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 17 : Aire de chargement / déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Aire de chargement / déchargement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires sont situées à l'intérieur du site et matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement et au déchargement des alcools de bouches dans des camions citernes ou des barriques.</p> <p>Chaque aire est associée à une cuvette de rétention étanche permettant de récupérer tout épandage provenant du camion citerne, des installations fixes de stockage ou des tuyaux de transfert lors des opérations de chargement ou de déchargement. Cette cuvette à une capacité au moins égale au camion citerne le plus grand pouvant être admis sur l'aire.</p> <p>Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.</p> <p>Des consignes sont établies pour le chargement /déchargement des camions, elles sont affichées à proximité de l'aire de dépotage. Elles précisent en particulier que tout chargement ou déchargement d'une citerne routière ne peut être effectué que si la liaison équipotentielle est assurée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'aires de chargement / déchargement matérialisées au sol au niveau des différents chais.</p> <p>Toutes les aires sont connectés au réseau de récupération des eaux pluviales et transitent vers la fosse d'extinction.</p> <p>L'inspection a constaté que chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.</p> <p>L'inspection a constaté que des consignes sont affichées à proximité de l'aire de dépotage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Mise à la terre des cuves en inox

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre
Prescription contrôlée : Les cuveries métalliques sont reliées électriquement de manière équipotentielle au circuit général de terre.
Constats : Par sondage, il a été contrôlé au niveau du chai 1, chai 4 et chai 5 que les cuves inox fixes sont bien connectées à la terre. Toutefois, il a été constaté au niveau du chai 5 que les cuves inox mobiles ne sont pas reliée à la terre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en place une organisation pour relier à la terre les différentes cuves inox mobiles présentes sur le site dès lors qu'elles sont utilisées pour du stockage et/ou dans le cadre de mouvements d'alcools.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 19 : Foudre – Vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre – Vérification
Prescription contrôlée : Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection : - la vérification visuelle réalisée par l'APAVE du 17/06/24 au 21/06/24 (Rapport n°13266334-001 - 1

<p>du 21/06/24). Cette vérification fait état de 4 observations (3 nouvelles et une récurrente). L'exploitant a indiqué que les non-conformités sont levées. - la vérification complète réalisée par l'APAVE le 18/07/2023 (13266333-001 - 1 du 18/07/23). Cette vérification fait état de 3 non-conformités.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté : - les 2 descentes du chai 5 ont été retirées, - le compteur foudre du chai 5 ne fonctionne pas (non-conformité relevée lors de la vérification visuelle).</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir un abonnement à météorologie plutôt que de contrôler régulièrement les compteurs foudre, d'autant que pour le compteur foudre du chai 2, il n'est plus possible de connaître les impacts étant donné que l'appareil nécessaire n'est plus commercialisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant répare le compteur foudre du chai 5.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 20 : Emulseur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 12.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Emulseur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les quantités d'émulseurs nécessaires à l'extinction d'un incendie susceptible de se produire sur le site sont définies par l'exploitant en accord avec les services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir d'émulseur sur le site mais uniquement faire partie du groupement mutualisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>